



Communiqué de presse

Jeudi 24 septembre 2020

Conseil d'administration de France Urbaine : Discours d'Anne Hidalgo

Seul le prononcé fait foi

Je tiens tout d'abord à féliciter celles et ceux qui parmi vous, ont été élus et réélus suite à ce scrutin si particulier, au terme d'une campagne longue, interrompue par l'apparition de ce virus auquel nous faisons face, en première ligne, aux côtés de nos concitoyennes et de nos concitoyens.

Vous le savez, le premier contact, le premier interlocuteur des habitantes et des habitants en temps de crise, c'est bien souvent leur maire. Nous avons dû réagir, rassurer, nous adapter, innover, faire face et démontrer notre résilience. Je voudrais également féliciter celles et ceux dont c'est le premier mandat à la tête d'une grande ville, d'une métropole ou d'une agglomération.

Ces élections ont permis un renouvellement des profils, des pratiques, une régénération qui permettra d'affronter avec des idées neuves les enjeux d'aujourd'hui, la santé de nos concitoyens, la transition écologique, la transformation de notre économie. Les associations d'élus ont un rôle évident à jouer, ensemble nous sommes plus forts pour affronter les défis communs de nos collectivités.

Les visioconférences du samedi, durant le confinement, ont, je le sais, été une source d'inspiration, d'entraide, dont l'utilité a été saluée par toutes et tous et je tiens à remercier le Président Moudenc de les avoir mises en place. Face aux difficultés budgétaires qui pèsent sur nos collectivités, je crois qu'il serait opportun que nous prenions une initiative commune pour demander à l'Etat un fonds de compensation des pertes de recettes de la fiscalité locale.

La catastrophe est là et il est temps de le dire haut et fort. Les collectivités territoriales sont menacées au moins d'impuissance au pire de disparition de fait.

La crise sanitaire est désormais une crise financière historique qui va provoquer un effondrement durable des capacités financières des collectivités locales.



L'effondrement des recettes, l'explosion des dépenses réduisent à néant l'autofinancement des collectivités qui sont pourtant le moteur de l'investissement public. Ne répétons pas les erreurs du passé, c'est une urgence absolue pour soutenir l'économie. Il a fallu 10 ans pour sortir de la crise de 2008. Quel sens a un plan de relance qui ne règle pas aussi ce problème grevant pour des années les capacités d'investissement public des collectivités ?

Quel sens de faire des appels à projets, usines à gaz administratives et technocratiques qui gâchent l'argent public et font perdre un temps précieux ?

Il faut du bon sens, de la simplicité et de l'efficacité !

Il nous est parfois rétorqué que nous serions responsables de nos dépenses et que nous devons les assumer !

Et bien nous les assumons, et de plus en plus souvent à place de l'État, sur le cœur même de ses compétences régaliennes !

Mais sommes-nous responsables de l'effondrement des recettes directement liées à la crise ?

Le gouvernement veut-il punir les collectivités et nos concitoyens au prix d'une grave erreur économique ? Ces pertes de recettes doivent être financées par le stock de dettes « COVID » de l'État et non par les collectivités. Il serait incroyable que les communes, départements, régions n'obtiennent pas ce que l'État a fait, à raison pour les entreprises. On nous parle de confiance, de modernité, de nouvelles relations ! Et bien je dis chiche !

Je propose la seule mesure qui en sera la preuve : l'État doit mettre en place un fonds de compensation des pertes de recettes liées au COVID. Cette dotation sera calculée sur la base de l'exécution des recettes des comptes administratifs de 2019 et viendra ainsi restructurer l'autofinancement des collectivités. Cette mesure doit être adoptée dès l'examen du PLF 2021.

Vous cherchez des idées pour le plan de relance ? Nous les avons !

Vous cherchez des investissements à fort impact territorial ? Ce sont nous qui les faisons !

Vous voulez aller vite ? Seuls nous le pouvons !

L'heure de vérité est là. Au Gouvernement de choisir la voie.



J'appelle à un nouveau pacte entre les collectivités territoriales et l'État : le Pacte de France, le seul qui puisse sortir notre économie de l'ornière du déclin. Alors que le plus dur est peut-être devant nous, sur le plan sanitaire, économique, social et climatique, le partage d'expériences, la mise en commun, sont des outils précieux pour avancer.

France urbaine représente en cela une formidable alliance au service de nos territoires.

C'est pourquoi je suis heureuse d'accueillir cette assemblée générale de France urbaine à l'Hôtel de Ville de Paris.

C'est ici que nous aurions dû organiser la 20^{ème} conférence des villes. Les circonstances ont fait que ce n'est pas possible. Mais je remercie France Urbaine d'avoir conservé ce lieu pour tenir ce conseil d'administration qui permettra de désigner le ou la Présidente pour les six années à venir.

C'est aussi l'occasion de renouer les liens, de découvrir de nouveaux visages et de rappeler notre attachement à France urbaine qui est bien plus qu'un porte-voix dans son rôle d'interlocuteur avec l'exécutif et la représentation nationale, mais aussi une famille pour nous toutes et tous, un lien dont nous avons tant besoin.

Je vous remercie de votre attention.

Anne Hidalgo

Maire de Paris